CONNAISSEMENT BILL OF LADING

NON NÉGOCIABLE

NON NEGOTIABLE



NOM / NAME			NOM / NAME					
<u>α</u>	W U Z							
ENTREPRISE / COMPANY		ENTREPRISE/COMPANY OO OO OO OO OO OO OO OO OO						
ADRESSE/ADDRESS VILLE/CITY				ESS				
VILLE/CITY	PROVINCE TÉLÉPHONE/T	ELEPHONE	VILLE/CITY VILLE/CITY CODE POSTAL/P		PROVINCE	ΤÉ	ÉPHONE / TELEPHONE	
CODE POSTAL / POSTAL CODE	N° DE RÉF. DE L'EXPÉDITEUR / SHIPPER'S REF. NO.		CODE POSTAL / POSTAL CODE			N° DE RÉF. DE L'EXPÉDITEUR / SHIPPER'S REF. NO.		
FRAIS DE TRANSPORT / FREIO		VALEUR	DÉCLARÉE / DE	CLARED VALUE				
LES FRAIS SERONT PORT DÛ Â MOINS D'AVIS CONTRAIRE CHARGES TO BE COLLECTED UNLESS OTHERWISE INDICATED								
PORT PAYÉ / PREPAID PORT DÛ / CO	DLLECT TIERCE PARTIE / THIRD PARTY						5MY	
N° DE COMPTE / ACCOUNT NUMBER		\$						
FRAIS DE TRANSPORT TIERCE PARTIE FACTURÉS À / 1	THIRD PARTY FREIGHT CHARGES BILLED TO	MC MC	NTANT/AMOUNT	INITIALES / INITIALS				
NOM / NAME	TÉLÉPHONE/TELEPHONE		RESPONSABILITÉ MAXIMALE DE 4,41\$ PAR KILOGRAMME OU 2,00\$ PAR LIVRE, SELON LA MASSE TOTALE DU CHARGEMENT, À MOINS QU'UNE VALEUR SUPÉRIEURE N'AIT ÉTÉ DÉCLARÉE AU RECTO PAR L'EXPÉDITEUR (CONDITIONS 9 ET 10 AU VERSO). DES FRAIS					
ENTREPRISE/COMPANY	SUPPLÉMENTAIR MAXIMUM LIAB	PARTERYEDITEOR (CONDITIONS SET INDA VERSO), DES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES PEUVENT ÉTRE FACTURÉS. MAXIMUM LIABILITY OF \$4.41 PER KILOGRAM OR \$2.00 PER POUND DEPENDING ON THE TOTAL MASS OF THE LOAD, UNLESS THE SHIPPER						
ADRESSE/ADDRESS	HAS DECLARED A	HAS DECLARED A HIGHER VALUE ON THE FROM TOF THE BILL OF LADING (CONDITIONS 9 AND 10 ON BACK). ADDITIONAL FEES MAY APPLY.						
VILLE/CITY CODE POSTAL/POSTAL CODE AUTORISATIO		SIGNATURE			gls-canada.com 1888 463-4266			
CODE POSTAL / POSTAL CODE AUTORISATION / AUTHORIZATION			SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE			1000 405 4200		
IBRE D'ARTICLES MAT. DANG. CHAUFFAGE # OF PIECES HAZMAT HEATING	DESCRIPTION			DIMENSIONS CUBIC DIMEN	CUBIQUES POIDS	SOUS RÉSERVE DE CORRECTION	POIDS/WEIGHT	
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,				L	L/V			
7 9							POIDS TOTAL TOTAL WEIGHT	
TOTAL							TOTAL WEIGHT	
		DESCRIPTION			ATÉCONIS CATÉCONIS CONTROLLAS			
X	NUMERO UN UN NUMBER	APPELLATION REG SHIPPING	SLEMENTAIRE NAME		CLASS	SOUS-CATEGORIE SUB. CLASS	GROUPE D'EMBALLAGE PACKING GROUP	
INSCRIVEZ UN «X» DANS LA COLONNE POUR INDIQUER QU'IL Y A DES MATIÈRES DANGEREUSES.							11	
DES FRAIS S'APPLIQUERONT.	JE DÉCLARE QUE LE CONTENU DE CET ENVOI EST DÉC ET QU'IL EST CONVENABLEMENT CLASSIFIÉ, EMBAL	LÉ ET MUNI D'INDICATIO	NS DE DANGER - MARCHAI	NDISES DANGEREUSES - ET	À TOUS ÉGARDS	N° DE TÉL MA	TIÈRES DANGEREUSES	
DRAW AN "X" IN THE COLUMN TO INDICATE THERE ARE HAZARDOUS MATERIALS. CHARGES WILL APPLY.	BIEN CONDITIONNÉ POUR ÊTRE TRANSPORTÉ CONF HEREBEY DECLARE THAT THE CONTENTS OF THIS CO PROPERLY CLASSIFIED AND PACKAGED, MARKED OI CONDITION FOR TRANSPORT ACCORDING TO THE TI NOM DE L'EXPÉDITEUR / SHIF	FORMÉMENT AU RÈGLEM ONSIGNMENT ARE FULLY R LABELLED WITH DANG RANSPORTATION OF DA	MENT SUR LE TRANSPORT D MAND ACCURATELY DESCRI MEROUS GOODS SAFETY MA NGEROUS GOODS REGULAT	ES MARCHANDISES DANGEI BED ABOVE BY THE REGULA' RKS, AND ARE IN ALL RESPE	REUSES. FORY NAME, ARE		ATERIALS - PHONE NO.	
HEURE ENTRÉE / TIME IN HEURE SORTIE /	TIME OUT PALETTES À RENDRE / RETURI			ESSOIRES / RELATED	CHARGES			
NOM/NAME HEURESURITE/	OUI/YES NON/NO TYPE		LIVRAISON HA HYDRAULIQU HYDRAULIC TAILGATE	YON LIVRAISON À	APPELER AVA LA LIVRAISO CALL BEFORI DELIVERY	N CHAUFFAGE	LIVRAISON AVEC RENDEZ-VOUS DELIVERY WITH APPOINTMENT	
EXPÉDITEUR / SHIPPER			TRANSPORTE	UR / CARRIER				
NOM/NAME		N°CHAUFFEUR / DRIVER NO.			N° D'UNITÉ	N° D'UNITÉ / UNIT NO.		
SIGNATURE	DATE	15	SIGNATURE				N MO JR	
			X					

Le présent contrat est régi par le Code civil du Québec (« CCQ »), le Règlement sur le camionnage (le « Règlement »), la Loi sur le camionnage, la Loi sur le transport aérien, adoptant la Convention de Varsovie, telle qu'amendée par le Protocole de La Haye de 1955, à moins de dispositions expresses contraires dans le texte.

Nonobstant les dispositions de l'article 27 du Règlement sur le camionnage, adopté en vertu de la Loi sur le camionnage, les stipulations minimales reproduites à l'Annexe II dudit Règlement s'appliquent et régissent le présent contrat, même si les colis transportés ont un poids unitaire inférieur à 45 kg.

Limitation de responsabilité

Cependant, comme l'article 1475 du CCQ stipule clairement que la limitation de responsabilité de l'obligation de réparer le préjudice résultant de l'inexécution d'une obligation contractuelle n'a d'effet, à l'égard du créancier, que si la partie qui l'invoque prouve que l'autre partie en avait connaissance au moment de la rédaction du contrat, le transporteur déclare que le montant maximal auquel il pourrait être tenu en cas de perte ou dommage, selon les dispositions du paragraphe a ou b de l'article 9 de l'Annexe Il du Règlement sur le camionnage, en tout état de cause, ne pourra pas excéder 4,41\$ CA du kilogramme, selon le poids total de l'expédition, à moins qu'une valeur supérieure n'ait été déclarée par l'expéditeur au recto de ce Connaissement.

Autres stipulations

- Dans le présent contrat, les termes « consignataire » et « destinataire » sont réputés désigner la même personne.
- 2. Conformément aux dispositions des articles 2031 et 2035 du CCQ, le transporteur se réserve le droit de faire du transport successif et combiné ou de se substituer un autre transporteur. Cependant, dans tous les cas où le transporteur fera appel à un transporteur aérien dûment autorisé, la Loi sur le transport aérien, S.A.C. (1985) c. C-26, adoptant la Convention de Varsovie, telle qu'amendée par le Protocole de La Haye de 1955, recevra son application pour cette portion du mouvement de transport.
- Conformément aux dispositions de l'article 2043 du CCQ, ce Connaissement est non négociable
- 4. Conformément aux dispositions de l'article 2045 du CCQ, l'acceptation implicite ou explicite du contrat par le destinataire ou l'acceptation des biens par ce dernier aura pour conséquence l'acquisition des droits et l'acceptation des obligations résultant du contrat par ledit destinataire.
- 5. Si le destinataire refuse de prendre livraison de la marchandise ou est introuvable, les dispositions de l'article 2047 du CCQ reçoivent leur application, mais l'expéditeur demeurera en tout état de cause responsable de la totalité des frais de transport à l'aller et au retour, de même que des frais d'entreposage, s'il y a lieu, advenant le cas où l'expéditeur prendrait un certain temps à fournir des instructions au transporteur.
- 6. Le transporteur n'acceptera jamais, en connaissance de cause, de transporter des documents, espèces ou biens de grande valeur; de manière non limitative ni exhaustive, ceci inclura des soumissions, appels d'offres, cautionnements, bijoux, métaux précieux, fourrures, argents ou titres négociables, vitres, miroirs et/ou objets fragiles, documents à portée commerciale ou économique et, de façon générale, tous biens où le facteur temps pourrait avoir une conséquence sur la responsabilité du transporteur. Si, toutefois, l'expéditeur donnait de tels biens et/ou objets à faire transporter à l'insu du transporteur, ce dernier sera exonéré de toute responsabilité, le tout en conformité et selon l'esprit de l'article 2053 du CCQ.
- 7. Dans tous les cas prévus aux articles 2054 et 2055 du CCQ, l'expéditeur prendra fait et cause pour le transporteur.
- Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2056 du CCQ, les frais et le fret sont payables après ou sur livraison de la marchandise, à moins de stipulation expresse contraire
- Si une déclaration mensongère a été faite par l'expéditeur quant à la nature ou la valeur du bien et qu'il s'avère que la valeur est supérieure à la valeur déclarée, le transporteur pourra exiger le prix auquel il aurait pu prétendre dans un tel contexte.
- 10. Le transporteur se réserve le droit de retenir tout bien de l'expéditeur tant et aussi longtemps que ce dernier n'aura pas acquitté tous les frais de transport antérieurs, de même que les frais de transport de l'expédition retenue.
- 11. Pour toute expédition, l'expéditeur sera tenu d'indiquer une date de livraison à partir de laquelle le transporteur pourra calculer son délai de retard, s'il y a lieu. À défaut par l'expéditeur d'indiquer une date de livraison exigée dans la case « instructions spéciales », le transporteur sera libéré et exonéré de toute responsabilité relativement au délai de livraison du bien qui lui aura été confié. Si l'expéditeur indique une date de livraison et que le transporteur est convaincu de ne pas pouvoir remplir ses obligations dans le délai exigé, il se réserve alors le droit de refuser l'expédition.
- 12. Pour toute expédition, le transporteur ne pourra pas être tenu responsable des délais encourus par l'expéditeur lorsque ce dernier a omis d'indiquer clairement les coordonnées du destinataire ou du consignataire ou que ses instructions entraînent un acheminement incorrect.
- 13. Si un litige survenait entre le transporteur, l'expéditeur et/ou le consignataire, impliquant deux, trois ou plusieurs parties, les parties au présent contrat s'engagent à soumettre le règlement du ou des litiges qui pourraient survenir à l'arbitrage par des avocats, conformément aux dispositions des articles 382 et suivants du Code de procédure civile du Québec. Chaque partie s'engage à signer une demande d'arbitrage devant contenir le nom du ou des arbitres, leurs consentements à agir et le chiffre de leurs rémunérations, que les parties s'engagent solidairement à leur verser, le tout conformément aux dispositions de l'article 382 du Code de procédure civile du Québec.

The present agreement is governed by the *Quebec Civil Code* ("CCQ"), the *Regulation on Trucking*, the *Act Respecting Truck Transportation* and the *Carriage by Air Act* adopting the Warsaw Convention, as amended at The Hague in 1955, unless there are specific dispositions to the contrary in the present text.

Notwithstanding the dispositions of Article 27 of the *Regulation on Trucking*, adopted under the *Act Respecting Truck Transportation*, the minimal stipulations set out in Annex II of said Regulation shall apply and govern the present agreement, even if the parcels and/or shipments transported have a unit weight that is inferior to 45 kg.

Limitation of responsibility or liability

However, as Article 1475 of the CCQ clearly stipulates that any limitation of liability resulting from the non-performance of a contractual obligation will have effect, in respect of the creditor, only if the party that invokes such liability proves that the other party was aware of its existence at the time the contract was formed, the transporter hereby declares that the maximum amount to which it could be liable, in case of loss or damage, in accordance with paragraphs a or b of Article 9 of Annex II of the *Regulation on Trucking*, and in not all instances, will not exceed an amount of 4.41 CAD per kilogram of the total weight of the goods shipped, unless a superior value was expressly declared by the shipper on the face of this Bill of Lading.

Other stipulations

- 1. In the present contract, the terms "consignee" and "receiver" are deemed to have the same meaning.
- In accordance with the dispositions of Articles 2031 and 2035 of the CCQ, the transporter reserves its rights to perform successive and/or combined carriage or to entrust another carrier with the performance of all or part of its obligations. However, in all cases where the transporter uses a duly authorized air carrier, the Carriage by Air Act adopting the Warsaw Convention, as amended at The Hague in 1955, will receive application for that portion of the transportation movement.
- 3. In accordance with the dispositions of Article 2043 of the CCQ, this Bill of Lading is non-negotiable.
- In accordance with the dispositions of Article 2045 of the CCQ, the implicit acceptance of
 this contract by the receiver or the acceptance of the goods by the latter will necessarily
 imply that the receiver acquires the rights and assumes the obligations arising out
 of this contract.
- 5. If the receiver refuses to take delivery of the goods or if the receiver cannot be found, the dispositions of Article 2047 of the CCQ will apply, but the shipper, in all instances, will remain responsible for all of the freight charges, both for all of the outbound and the inbound movements, along with any and all warehousing charges, should the shipper take a certain amount of time to give the related instructions to the transporter.
- 6. The transporter will never knowingly accept to transport documents, money or property of great value. Without limiting the preceding, this will include in a non-exhaustive manner bids, tenders, bonds, jewelry, precious metals, furs, money and/ or negotiable instruments, glass, mirrors and/or objects of a fragile nature, documents having a commercial or economic value and generally, any and all goods where the factor of time could have an impact or a consequence in regard to the liability of the transporter. If, however, the shipper gives such goods and/or objects to the transporter, unknowingly to the latter, the transporter will be exonerated of any and all responsibility, the whole in accordance and in the spirit of Article 2053 of the CCQ.
- 7. In all cases described in Articles 2054 and 2055 of the CCQ, the shipper agrees to take up the defence of the transporter.
- Notwithstanding the dispositions of paragraph 1 of Article 2056 of the CCQ, the freight
 and carriage charges will be payable after or on delivery of the goods, unless there is a
 specific stipulation to the contrary on the Bill of Lading.
- If the shipper makes a false or deliberately misleading declaration as to the nature or the value of the goods and/or said goods are of a greater value than the amount declared by the shipper, the transporter may claim from the shipper the amount it could have charged for the carriage of such goods, in full knowledge.
- 10. The transporter reserves its rights to retain any shipment belonging to the shipper for as long as the latter is indebted towards the transporter, including for any and all previous freight charges along with the freight charges for the goods being retained.
- 11. In any given shipment, the shipper will be obligated to indicate a date of delivery, which will enable the transporter to compute his delay of lateness, if applicable. Should the shipper fail to indicate a compulsory date of delivery in the "Special Instructions" box on the face of the Bill of Lading, the transporter will be completely exonerated of any responsibility related to the delivery delay of said shipment. If the shipper indicates a date of delivery on the Bill of Lading and the transporter is of the opinion that il will not be in a position to fulfill its related obligations within the prescribed delay, the transporter reserves the right to refuse the shipment.
- 12. For all shipments, the transporter cannot be held responsible for delays incurred by the shipper when the latter has failed to clearly indicate the address of the receiver and/or consignee and/or when the provided instructions resulted in a misdirected shipment.
- 13. If a dispute should occur between the transporter, the shipper and/or the consignee, implicating two, three or more parties, the parties to this contract agree to submit the resolution of any such disputes, to arbitration, by lawyers, the whole in accordance with Articles 382 and ssq. of the Quebec Code of Civil Procedure. Each party hereby agrees to sign a demand for an arbitration, which will contain the name of the arbitrators, their consent to act and the amount of the remuneration that the parties undertake to jointly and severally pay to such arbitrators.